



L'évolution de l'emploi par qualification entre 1999 et 2014

Hausse de l'emploi qualifié, mais toujours du retard

La croissance de l'emploi a été plus dynamique à La Réunion qu'en métropole depuis le début des années 2000. Nécessitant une présence sur le territoire, l'administration et la santé ainsi que les services et commerces de proximité occupent toujours une place prépondérante sur l'île. Ils créent encore beaucoup d'emplois. Dans le même temps, les fonctions intellectuelles supérieures sont en plein essor, essentiellement dans les centres urbains. Le nombre d'emplois qualifiés à La Réunion double en quinze ans, sans combler le retard par rapport à la province. À l'autre extrémité de l'échelle des qualifications, les employés et ouvriers non qualifiés restent proportionnellement plus nombreux à La Réunion, mais l'écart avec la province se réduit de moitié en quinze ans. Les emplois intermédiaires sont les plus nombreux et les principaux contributeurs à la hausse de l'emploi depuis quinze ans à La Réunion.

Sébastien Seguin, Insee

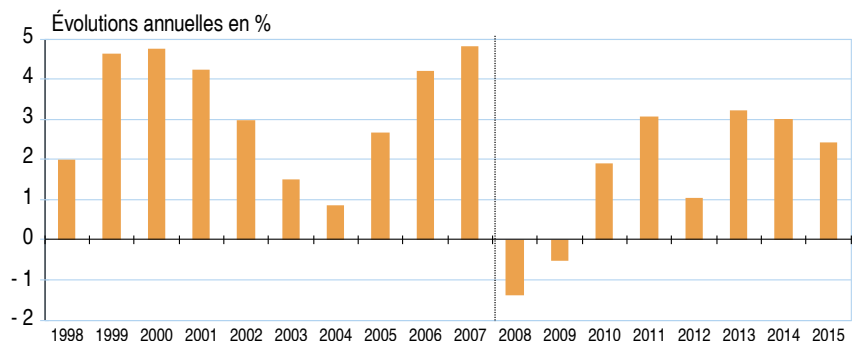
Soutenu par une très forte croissance économique, l'emploi progresse à un rythme spectaculaire à La Réunion entre 1999 et 2007 (+ 3,2 % par an en moyenne, *figure 1*). Son évolution est nettement supérieure à celle de la métropole (+ 2,3 %). Sur la période, 55 600 emplois sont créés à La Réunion. Après un recul consécutif à la crise économique de 2008 et 2009, l'emploi repart à la hausse dès 2010, pour atteindre 280 000 personnes fin 2015.

Une économie davantage tournée vers les besoins de proximité

À l'image des autres départements d'outre-mer, l'économie réunionnaise est plus tournée vers la satisfaction des besoins des personnes présentes sur l'île, résidents permanents ou touristes. Ainsi, 61 % des emplois relèvent de fonctions administratives, de santé, de commerce

1 Forte croissance de l'emploi à La Réunion depuis 15 ans

Évolution de l'emploi à La Réunion



Source : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel).

et de services de proximité (*méthodes*). En comparaison, en province, 52 % des emplois relèvent de ces fonctions (*figure 2*).

Par rapport à la province, l'économie réunionnaise est donc plus « présenteielle »

que « productive » : 39 % des emplois correspondent aux fonctions principalement productives que sont les fonctions intellectuelles supérieures (recherche-conception, gestion, prestations intellectuelles), de productions matérielles (agriculture et pêche,

construction, industrie) et d'intermédiation (commerce inter-entreprises, transports-logistique), contre 48 % dans les régions de province. En effet, La Réunion pâtit d'un développement économique plus tardif. En outre, son isolement géographique pénalise les activités potentiellement exportatrices, plutôt productives (agriculture, industries, commerce de gros et services aux entreprises). Enfin son marché local de taille réduite ajoute un frein au développement d'activités plus productives.

L'économie de proximité crée beaucoup d'emplois

L'emploi augmente dans toutes les fonctions entre 1999 et 2014 (figure 3). Ce sont les services et commerces de proximité et les fonctions d'administration et de santé qui créent en nombre le plus d'emplois. La forte dynamique démographique et la hausse du pouvoir d'achat des Réunionnais engendrent en effet de nouveaux besoins.

À La Réunion, comme ailleurs en France, les fonctions intellectuelles supérieures sont également en plein essor. Elles réunissent des métiers allant de la recherche à la gestion en passant par ceux de l'informatique. La hausse de l'emploi dans ces fonctions est la plus forte en pourcentage, deux fois plus que pour l'emploi total (+ 83 % en quinze ans).

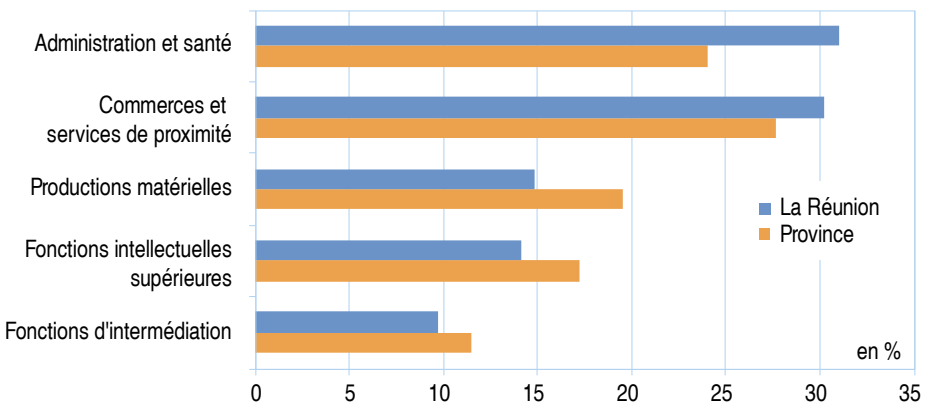
Quant aux fonctions de productions matérielles, elles continuent d'augmenter à La Réunion au cours de la décennie 2000, alors qu'elles reculent en métropole avec la poursuite de la désindustrialisation. Cependant, la crise économique de 2009 rompt cette dynamique et occasionne de nombreuses destructions d'emplois à La Réunion, principalement dans la construction. Simultanément s'ajoutent l'arrêt des politiques de grands travaux et un contexte d'incertitudes concernant la défiscalisation, véritable poumon du secteur. Ainsi, le secteur de la construction perd 2 800 emplois salariés entre 2009 et 2014. Il retrouve alors son niveau de 2004.

Deux fois plus d'emplois qualifiés en quinze ans

En phase avec les évolutions des fonctions remplies par les actifs, les niveaux de qualification à La Réunion s'élèvent entre 1999 et 2014. Avec 28 800 emplois en 2014, soit 13 600 de plus qu'en 1999, le nombre d'emplois qualifiés - cadres et professions intellectuelles supérieures - double en 15 ans (figure 4). Alors que l'emploi qualifié représentait 9 % des emplois en 1999, il représente 11 % des emplois de La Réunion en 2014.

2 Forte surreprésentation des fonctions d'administration et de santé à La Réunion

Répartition de l'emploi par fonction en 2014

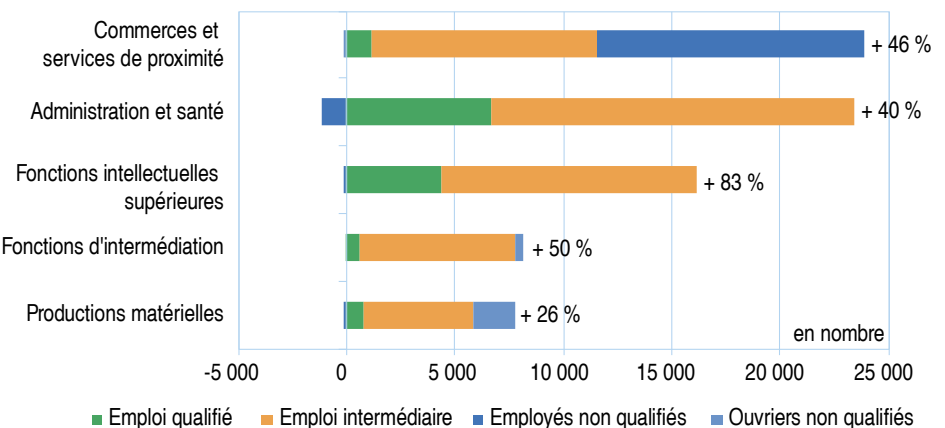


Lecture: la fonction « commerces et services de proximité » représente 30,2 % de l'emploi à La Réunion en 2014, contre 27,7 % dans les régions de province.

Source: Insee, Recensements de la population 1999 et 2014.

3 Des créations d'emplois dans toutes les fonctions

Variations 1999-2014 des emplois par fonction et qualification à La Réunion



Lecture: entre 1999 et 2014, le nombre d'emplois de la fonction « commerces et services de proximité » a augmenté de 23 900 personnes (+ 46 %). En particulier, le nombre d'employés non qualifiés dans ces fonctions a augmenté de 12 300 personnes.

Source: Insee, Recensements de la population 1999 et 2014.

4 Un quart de l'emploi est non qualifié à La Réunion

Part et évolution de l'emploi par qualification entre 1999 et 2014

	La Réunion				Régions de province		
	Nombre en 2014	Part dans l'emploi 1999	Part dans l'emploi 2014	Évolution 1999/2004	Part dans l'emploi 1999	Part dans l'emploi 2014	Évolution 1999/2014
		en %	en %	en %	en %	en %	en %
Emploi qualifié	28 800	8,7	11,4	90	10,4	14,2	50
Emploi intermédiaire	161 100	63,3	64,0	47	65,2	63,2	7
Emploi non qualifié, dont	61 800	28,0	24,5	27	24,4	22,6	2
employés non qualifiés	41 900	17,8	16,6	36	12,7	13,3	15
ouvriers non qualifiés	20 000	10,2	7,9	13	11,7	9,3	-12
Ensemble	251 700	100,0	100,0	45	100,0	100,0	10

Source: Insee, Recensements de la population 1999 et 2014.

Malgré cette forte progression, la part des emplois qualifiés reste en deçà du niveau de la province (14 % en 2014). À La Réunion, comme au plan national, l'allongement des études conduit à une progression de la proportion d'actifs diplômés du supérieur: de 19 % à 31 % entre 1999 et 2014 sur l'île, contre 39 % en moyenne nationale en

2014. Mais tous n'occupent pas des emplois requérant le plus haut degré de qualification.

Les grands centres urbains concentrent l'emploi qualifié, comme dans les autres régions françaises. Sur l'ensemble des emplois du pôle urbain constitué de Saint-Denis et de Sainte-Marie, 15 % sont

des emplois qualifiés, soit la part la plus importante de l'île. À l'inverse, l'emploi qualifié représente 9 % de l'emploi total à Saint-André ou hors pôles urbains (figure 5). En effet, les emplois relevant de la fonction « gestion » se concentrent dans l'agglomération dionysienne. Les sièges sociaux ou d'administrations d'entreprises, ainsi que les activités informatiques, financières, de banques, d'assurances ou de communication y sont prépondérants. À l'inverse, nécessitant moins de main-d'œuvre qualifiée, les services de proximité et du commerce sont plus présents dans le Sud. L'agriculture est aussi plus présente dans l'Est et dans le Sud.

Pour faire face aux besoins en professeurs agrégés et certifiés, en cadres de l'État, dans les collectivités locales et en médecins et pharmaciens dans les hôpitaux, le nombre d'emplois qualifiés progresse principalement dans l'administration et la santé. Au sein des fonctions intellectuelles supérieures, le nombre d'ingénieurs d'études, de cadres administratifs et des services financiers augmente fortement. Les professionnels du droit tels que les juristes, avocats, notaires ou huissiers de justice progressent aussi à un rythme plus élevé qu'en métropole, atténuant la sous-représentation de ces métiers à La Réunion.

Un emploi non qualifié en hausse, mais qui pèse moins dans l'économie réunionnaise

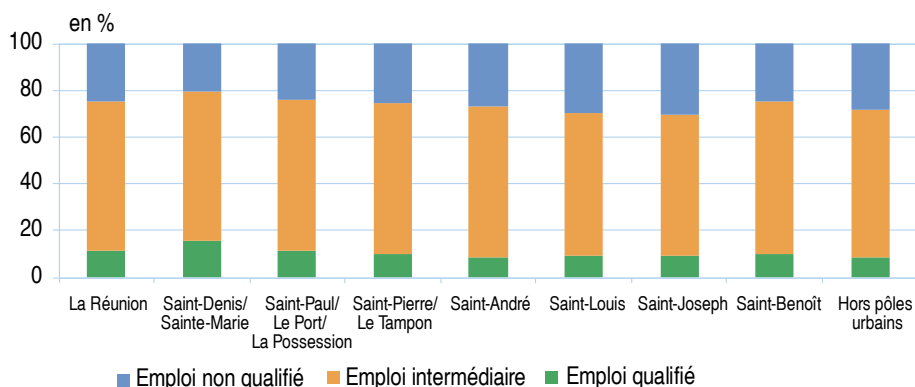
À l'autre extrémité de l'échelle des professions, les emplois non qualifiés (employés ou ouvriers sans qualification) restent plus fréquents à La Réunion qu'en province en 2014 : 25 % des emplois contre 23 %. L'écart s'est cependant resserré en quinze ans, passant de 4 points en 1999 à 2 points en 2014.

Entre 1999 et 2014, 13 300 postes d'employés non qualifiés ont été créés. Ce sont les services et commerces de proximité qui concentrent ces créations de postes d'employés non qualifiés. En effet, le nombre d'aides à domicile augmente, afin d'accompagner le vieillissement de la population. Les effectifs des employés de commerce progressent avec l'expansion de la grande distribution. Le nombre de serveurs et d'employés de la restauration augmente aussi. La hausse du pouvoir d'achat des Réunionnais leur permet ainsi d'accroître leurs dépenses de loisirs. En revanche, comme en province, le nombre d'employés de maison diminue fortement.

Dans l'administration et la santé, le nombre d'agents de service augmente dans l'enseignement et dans le milieu hospitalier

5 L'emploi qualifié culmine dans l'agglomération dionysienne

Part de l'emploi par qualification en 2014 dans les pôles urbains de La Réunion



Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2014.

Spécificités des métiers à La Réunion

Liée à l'histoire économique des territoires, à leur spécialisation sectorielle, à leur configuration géographique et aux spécificités socio-démographiques de leurs habitants, la répartition territoriale des métiers est majoritairement uniforme. Les professions intermédiaires, employés administratifs ou de commerce, les métiers de proximité répondant aux besoins de la population (professions de santé et de l'action sociale, ouvriers du second œuvre du bâtiment, ouvriers de la réparation automobile, etc.) ont ainsi une répartition homogène.

Certains métiers sont plus présents à La Réunion qu'ailleurs en France. Parmi les métiers dont les effectifs dépassent le millier en 2014, c'est le cas notamment des enseignants et d'autres métiers exercés en établissements scolaires tels qu'agents de service ou surveillants, en lien avec la jeunesse de la population de l'île. Au sein des emplois intermédiaires sont particulièrement nombreux les formateurs ou animateurs en formation continue, les professions paramédicales - masseurs-kinésithérapeutes ou infirmiers libéraux - les adjoints administratifs de la fonction publique, les exploitants agricoles ayant une petite exploitation et les jardiniers. Concernant les emplois non qualifiés, sont surreprésentés les employés de maison, les agents de sécurité et de surveillance, ainsi que les ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment. Par ailleurs, spécificité ultra-marine, le nombre de pompistes et gérants de station-service reste très élevé rapporté à l'emploi total : il augmente en quinze ans, pour atteindre environ 700 personnes à La Réunion en 2014.

A contrario, d'autres métiers sont sous-représentés à La Réunion, en particulier, les chercheurs, les ingénieurs et cadres d'étude en informatique, les conducteurs routiers, les assistantes maternelles, les enseignants dans le supérieur, les aides soignants, les ouvriers qualifiés de la manutention, les ouvriers non qualifiés du tri, de l'emballage et de l'expédition.

pour répondre aux besoins croissants d'une population plus nombreuse. Mais, hors écoles et hôpitaux, le nombre d'agents de service de la fonction publique diminue fortement.

Malgré l'augmentation du nombre d'employés non qualifiés, leur part dans l'emploi total diminue d'un point, alors qu'elle croît dans les régions de province depuis quinze ans.

Depuis le début des années 2000, 2 300 nouveaux emplois d'ouvriers non qualifiés ont été créés. Les effectifs d'ouvriers non qualifiés de type industriel progressent : au contraire de la métropole, le nombre d'emplois dans l'industrie reste en effet orienté à la hausse à La Réunion. En revanche le nombre d'ouvriers agricoles et d'ouvriers de type artisanal se stabilise. Pour ces derniers, la hausse des effectifs dans les premières années de la décennie 2000 est annihilée par la baisse de l'activité dans la

construction à la suite de la crise économique de 2008.

Toutefois, comme dans les régions de province, la part des ouvriers non qualifiés diminue, passant de 10 % de l'emploi en 1999 à 8 % en 2014. Les entreprises industrielles et de construction ont des besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée. Au final, la hausse du nombre d'ouvriers qualifiés entre 1999 et 2014 est ainsi trois fois plus élevée que celle des ouvriers non qualifiés : + 41 % contre + 13 %.

Les emplois intermédiaires, principaux contributeurs à la croissance de l'emploi

Entre emplois qualifiés et emplois non qualifiés, les « emplois intermédiaires » regroupent toutes les autres professions : artisans, commerçants et chefs d'entreprise, professions intermédiaires, ainsi qu'employés

et ouvriers qualifiés. Ils représentent 64 % des emplois à La Réunion en 2014 contre 63 % dans les régions de province.

Spécificité ultramarine, leur part progresse à La Réunion avec la création de 51 200 emplois. Ils sont le principal moteur de la hausse de l'emploi entre 1999 et 2014, étant à l'origine des deux tiers de la hausse de l'emploi sur quinze ans contre seulement un peu moins de la moitié en province. Leur dynamisme et celui des emplois les plus qualifiés reflètent le rattrapage progressif du niveau de vie de la métropole et de la diversification de la consommation qui en découle.

La hausse du nombre d'emplois intermédiaires est plus particulièrement marquée pour les professions intermédiaires administratives et commerciales d'entreprise, les techniciens, contremaîtres et agents de maîtrise, ainsi que pour les professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique.

Les effectifs d'artisans et d'ouvriers qualifiés de type artisanal augmentent aussi fortement dans la décennie 2000 au sein des fonctions matérielles, en lien avec le dynamisme entrepreneurial observé dans l'île. Ils reculent ensuite dans la plupart des métiers du bâtiment, la baisse de l'activité dans le secteur de la construction étant à l'origine de ce repli.

Au sein des services de proximité, le nombre de jardiniers augmente de 50 % en quinze ans. En 2014, ce métier regroupe 1,5 % des actifs en emplois à La Réunion, soit trois fois plus qu'en France de province. La mise en place d'emplois verts sur l'île contribue au développement du métier de jardinier, grâce aux contrats de courte durée aidés par l'État et les collectivités territoriales.

À l'inverse, la montée en qualification conduit à la stabilisation du nombre d'enseignants au sein des emplois intermédiaires. En effet, les

enseignants occupent davantage d'emplois qualifiés en tant que professeurs certifiés ou agrégés.

Les effectifs des exploitants agricoles et de leurs familles baissent en continu. Pour d'autres métiers, la baisse des effectifs, plus récente, date de la fin des années 2000. Ainsi, le repli de l'activité dans la construction est à l'origine du recul du nombre d'ouvriers

qualifiés dans le bâtiment (maçons, peintres et conducteurs de travaux et d'engins de chantiers). Les mutations socio-économiques sont par ailleurs à l'origine de la baisse récente du nombre de livreurs, d'agents des services commerciaux des transports et du tourisme ou encore des employés de la Poste. ■

Méthodes

Les données d'emploi au lieu de travail sont issues principalement des recensements de la population de 1999, 2009 et 2014.

Une analyse selon la fonction :

La répartition de l'emploi sur le territoire est le plus souvent analysée en fonction d'un découpage sectoriel, qui correspond à l'activité principale exercée par les établissements. Cette approche est complétée ici par une analyse des fonctions remplies par les actifs, résultant de la profession qu'ils occupent. Les professions sont réparties selon les quinze fonctions de l'analyse fonctionnelle des emplois développée à l'Insee.

Les **fonctions intellectuelles supérieures** agrègent les métiers de la conception-recherche, des prestations intellectuelles et de la gestion.

Les **fonctions d'intermédiation** sont celles du commerce inter-entreprises et de l'ensemble transports-logistique.

Les **productions matérielles** sont constituées des métiers qui concourent aux productions agricoles, sylvicoles, de la pêche, du bâtiment et des travaux publics et de l'industrie. Ces trois fonctions relèvent de la sphère productive, au contraire des deux suivantes.

L'**administration et la santé** associent les métiers de l'administration publique, de l'éducation et de la formation, ainsi que ceux de la santé et de l'action sociale.

Les **commerces et services de proximité** s'étendent des services de proximité à la distribution, à l'entretien-réparation et à la culture et aux loisirs.

Trois catégories de qualification :

Les qualifications sont regroupées en trois catégories, à partir de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

Les cadres et les professions intellectuelles supérieures - les cadres d'entreprise ou de la fonction publique, les professeurs et chercheurs, les professions de l'information, des arts et des spectacles ainsi que les professions libérales - sont ainsi classés en emplois **qualifiés**.

Les emplois **non qualifiés** sont constitués des ouvriers et des employés non qualifiés. Les ouvriers non qualifiés - ouvriers non qualifiés de type industriel ou artisanal et ouvriers agricoles - sont directement identifiables dans la nomenclature PCS. La définition des employés non qualifiés est pour sa part issue des travaux présentés dans l'Insee Première n°796 de juillet 2001 « Les transformations de l'emploi non qualifié depuis 20 ans ».

L'ensemble des autres emplois se classe par convention en emplois **intermédiaires**. Ils regroupent l'ensemble des agriculteurs exploitants, artisans, commerçants, chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus, ainsi que les professions intermédiaires, les employés qualifiés et les ouvriers qualifiés.

Insee La Réunion - Mayotte
Parc Technologique

10, rue Demarne - CS 72011
97443 Saint-Denis Cedex 9

Directeur de la publication :
Aurélien Daubaire

Rédactrices en chef :
Julie Boé et Julie Pariente

Impression et composition :
Imprimerie Delort - Studio graphique ogham
ISSN : 2275-4318 (version imprimée)
ISSN : 2272-3765 (version en ligne)
© Insee 2017

Pour en savoir plus :

- Bisault L., « Cadres et employés non qualifiés : les deux moteurs de l'emploi des territoires », *Insee Première* n° 1674, novembre 2017 ;
- Fabre É., « Enquête Formation et qualification professionnelle - Une forte stabilité des situations face à l'emploi », *Insee Analyses La Réunion* n° 26, septembre 2017 ;
- Rabaey G. et Seguin S., « Le Nord et l'Ouest tirent leur épingle du jeu - Arrivées d'emplois à La Réunion », *Insee Flash La Réunion* n° 79, novembre 2016 ;
- Coder Y., Duploux B. et Fabre É., « La départementalisation de La Réunion 1946-2016 : 70 ans de mutations économiques », *Insee Analyses La Réunion* n° 18, octobre 2016 ;

